Mandats de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association; et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

REFERENCE:
UA COD 7/2016

22 septembre 2016

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; de Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association; et de Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, conformément aux résolutions 26/12, 25/2, 24/5 et 25/18 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant **des allégations d'usage excessif de la force par les forces de l'ordre ainsi que de violations des libertés de réunion pacifique et d'expression, lors de manifestations s'étant déroulées les 19 et 20 septembre 2016. Lors de ces deux jours, au moins une trentaine de personnes auraient été tuées, plusieurs dizaines blessées et des centaines arrêtées. Les chiffres sont en cours de vérification.**

Une précédente lettre d'allégation concernant des allégations d'arrestations d'opposants politiques, y compris, de restrictions indues du droit de réunion pacifique et d'usage excessif de la force dans le cadre de plusieurs manifestations, en majorité pacifiques organisées les 26, 27 et 28 mai 2016, a été envoyée au Gouvernement de votre excellence le 21 juin 2016 (COD 4/2016). A ce jour, aucune réponse n'a été reçue par les Procédures Spéciales.

Selon les informations reçues :

Le 19 septembre 2016, un rassemblement des principaux partis d'opposition ainsi que plusieurs organisations de la société civile, auraient appelé à manifester dans tout le pays afin d'exiger la convocation des élections présidentielles et législatives devant avoir lieu avant le 20 décembre 2016, date d'expiration du mandat de l'actuel Président, M. Joseph Kabila. L'opposition accuserait le Président actuel de retarder les élections afin de rester au pouvoir au-delà de son second mandat.

Douze manifestations auraient été interdites par les autorités locales et les forces de sécurité à Bandundu, Beni, Goma, Kalemie, Kibombo (Maniema), Kindu, Kisangani, Kinshasa, Lubumbashi, Matadi, Mbuji Mayi et Tshikapa. Sept rassemblements se seraient déroulés sans incidents à Bukavu, Butembo, Kananga, Mbandaka, Mbuji Mayi (pour la première fois autorisés depuis les élections de 2011), Oicha et à Uvira.

Au cours des manifestations, la Police Nationale Congolaise (PNC) aurait utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les foules et aurait tiré à balles réelles sur les manifestants dans plusieurs localités.

Les affrontements du 19 septembre 2016 auraient engendré la mort de plus d'une dizaine de personnes (à Kinshasa), au moins une vingtaine de personnes auraient été blessées, dont six par balles tirées par les forces de sécurité à Beni, Kinshasa, Matadi et Goma.

Les manifestations se seraient déroulées dans la violence dans plusieurs localités, notamment à Kinshasa, Goma, Bandundu, Beni, Matadi et Tshikapa. Des pillages, incendies et dégradations de plusieurs bâtiments auraient été enregistrés à Kinshasa, dont plusieurs propriétés privées. Au moins 10 agents de la police auraient été tués à Kinshasa et 10 agents de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR) auraient été blessés à Goma. De plus, les agents de la PNC auraient ciblé par balles deux véhicules du Bureau conjoint des Nations Unies à Kinshasa.

Au moins 184 personnes auraient été arrêtées par la PNC, par la Force Armée de la République Démocratique du Congo (FARDC) ainsi que par l'ANC à Bandundu, Beni, Kindu, Kisangani, Kinshasa, Matadi et à Tshikapa.

Les forces de l'ordre auraient particulièrement ciblé les journalistes à Kinshasa : deux journalistes étrangers auraient été brièvement arrêtés par la FARDC et deux journalistes congolais, arrêtés par les agents de la PNC, se trouveraient toujours en détention.

Le 20 septembre 2016, à Kinshasa, au moins six sièges de partis politiques d'opposition auraient été incendiés à Limete par des hommes armés, certains vêtus d'uniformes de police, des FARDC et de la Garde Républicaine. Deux personnes auraient été brûlées vives et quatre autres blessées aux sièges de ces partis politiques. Il a aussi été rapporté que six corps qui y gisaient auraient été emportés par la Garde Républicaine.

Les affrontements auraient continué pendant la journée entre des manifestants et des agents des services de sécurité, notamment de la Garde Républicaine. Il est

allégué qu'au moins une dizaine de personnes, dont un garçon de 15 ans, auraient été tués par des agents des services de défense et de sécurité ce jour-là à Kinshasa, et au moins 20 personnes auraient été blessées dans les affrontements. Le siège du parti d'opposition Envol aurait également été vandalisé à Kananga (Kasaï).

Tout en dénonçant les actes allégués de violence de certains manifestants, nous exprimons nos graves préoccupations quant aux allégations d'usage excessif de la force au cours des manifestations du 19 septembre et du 20 septembre 2016, engendrant la mort de plusieurs manifestants, ainsi que des allégations de restrictions indues du droit de réunion pacifique par l'interdiction de manifestations, d'arrestations et détentions illégales d'opposants politiques, de membres de la société civile, ainsi que de journalistes. Ces actions des autorités semblent être directement liées au statut d'opposants politiques de certains participants et/ou à leur position critique face au Gouvernement en place et à l'exercice de leur droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Nous réitérons de graves préoccupations quant aux allégations de répression des manifestations en République Démocratique du Congo, qui s'inscrivent dans le contexte de restrictions croissantes de l'espace démocratique depuis janvier 2015. Nous sommes également préoccupés par les allégations de menaces continues auxquelles sont exposés les défenseurs des droits de l'homme, les organisations non-gouvernementales, ainsi que les activistes politiques et les professionnels des médias, ciblés par les autorités. Nous exprimons par ailleurs nos préoccupations quant aux allégations d'usage excessif de la force, d'exécutions sommaires ou extrajudiciaires, de restriction de la liberté d'expression et de réunion pacifique dont seraient responsables les forces de l'ordre congolaises.

Ces allégations, si elles s'avéraient exactes, seraient en contravention avec les obligations internationales contractées par la République Démocratique du Congo, notamment celles relatives à la protection du droit à la vie garanti par l'article 6 (1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) ratifié par la République Démocratique du Congo le 1er novembre 1976, et l'article 4 de de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) ratifiée le 20 juillet 2007. Ces allégations seraient également en contravention avec les dispositions concernant l'exercice des libertés d'expression et de réunion pacifique et le droit à l'exercice d'activités légitimes et pacifiques en faveur de la défense des droits de l'homme, garantis par les articles 19 et 21 du PIDCP ; 9 (2) et 21 de la CADHP.

Ces allégations semblent contrevenir à la responsabilité principale et au devoir de l'Etat de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, selon la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les

libertés fondamentales universellement reconnus du 8 mars 1999, en particulier ses articles 1, 2 et 12.

De même, ces allégations semblent contrevenir aux dispositions contenues dans les résolutions 24/5 et 15/21 du Conseil des droits de l'homme qui consacrent la responsabilité des Etats de respecter et protéger pleinement les droits de réunion pacifique et d'association de tous les individus.

La résolution 26/12 du Conseil des droits de l'homme affirme l'obligation d'enquêter, de poursuivre et de punir toutes les violations du droit à la vie conformément aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires ainsi que l'obligation d'identifier et de traduire en justice les responsables[...], d'adopter toutes les mesures nécessaires, notamment d'ordre législatif et judiciaire, afin de mettre un terme à l'impunité et d'empêcher la réitération de telles pratiques ».

Vous trouverez les textes complets relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme sur le site internet à l'adresse suivante www.ohchr.org. Nous sommes également en mesure de vous fournir ces textes sur demande.

Au vu de l'urgence du cas, nous saurions gré au Gouvernement de votre Excellence de nous fournir une réponse sur les démarches préliminaires entreprises afin de protéger les droits de la (des) personne(s) ci-dessus mentionnée(s).

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants(es) au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez nous fournir toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez fournir des informations concernant les allégations d'usage excessif de la force dans le cadre des manifestations du 19 et du 20 septembre 2016, en particulier sur l'usage de tirs à balles réelles et dans quelles mesures les actions prises par les forces de l'ordre sont proportionnelles et nécessaires, en accord avec les normes internationales, en particulier l'article 21 du PIDCP.
3. Veuillez nous fournir des informations sur toute plainte déposée suite à ces évènements auprès des autorités, ainsi que sur toute mesure prise par ces

autorités suite à ces plaintes, pour en établir le bien fondé et diligenter les enquêtes pertinentes.

4. Veuillez fournir toute information sur les circonstances de la mort des personnes décédées au cours des manifestations du 19 septembre et du 20 septembre 2016.
5. Veuillez fournir toute information, et éventuellement tout résultat des enquêtes, investigations judiciaires et autres mesures menées concernant les allégations de menaces, intimidations et arrestation de journalistes, d'opposants politiques et d'activistes de la société civile.
6. Veuillez fournir des informations détaillées concernant les mesures prises par le Gouvernement de votre Excellence, et en conformité avec les normes internationales et régionales des droits de l'homme, pour permettre aux opposants politiques, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme d'exercer leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression et à la liberté de réunion pacifique en République Démocratique du Congo, y compris leur capacité à exprimer pacifiquement des opinions critiques envers la situation politique et la conduite du Gouvernement ou des agents gouvernementaux.

Au vu de l'urgence du cas, et dans l'attente d'une réponse de votre part, **nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux violations rapportées dans la présente communication**, assurer la protection des droits et des libertés des individus mentionnés, de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Au regard de la gravité des actes allégués ainsi que de l'absence de réponse à notre précédente communication, nous avons l'intention, très prochainement, d'exprimer publiquement nos préoccupations. Nous considérons par ailleurs que l'information reçue est suffisamment fiable pour signaler une question justifiant une attention immédiate. Nous estimons également que l'opinion publique se doit d'être informée des répercussions potentiellement occasionnées par les faits allégués. Le communiqué de presse indiquera que nous avons pris contact avec le Gouvernement de votre Excellence afin de clarifier le sujet en question.

Nous nous engageons à ce que la réponse du Gouvernement de votre Excellence soit reflétée dans le rapport qui sera remis au Conseil des droits de l'homme pour examen.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Agnes Callamard

Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

David Kaye

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Maina Kiai

Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association

Michel Forst

Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme